

a procédé à ses premiers essais nucléaires dans le sud algérien à ces derniers mois où elle les a officiellement achevé après 30 ans d'expérimentation dans les atolls polynésiens de Tuamotu, l'Afrique a perdu de loin plus de vies qu'auraient pu décimer plusieurs bombes à l'instar de celles qui meurtrirent Nagasaki et Hiroshima. Entre parenthèses, à part l'Afrique du Sud qui fort louablement a renoncé sous Mandela à poursuivre son programme nucléaire, le nucléaire n'est pas l'ordre du jour sur le continent même si depuis les conflagrations qui marquèrent ces deux villes nippones plus de 50 000 ogives nucléaires prolifèrent désormais. Point n'a donc fallu d'armes nucléaires pour atteindre un si macabre résultat en Afrique, et le plus souvent aucune des armes qui y contribuèrent n'étaient forcément sophistiquées. Le plus souvent des armes légères, fusils-mitrailleurs, grenades, mines anti-personnelles et surtout machettes<sup>21</sup>. Mis à part certaines des machettes, qui à elles seules sont capables d'holocauste, comme il y a deux ans au Rwanda, la quasi totalité des armes sont conçues hors du continent (excluant le cas sud-africain autosuffisant par sa propre production - et l'épisode de Cuito-cuanavale où il y eut plus de chars impliqués). Une perspective africaine qui nous permette d'orienter nos efforts sur la démilitarisation des régimes belliqueux et groupes armés, en endiguant les subterfuges des marchands de canons; sur une reconstitution de l'équilibre écologique allant du déminage à la sauvegarde des points d'eau et des terres arables devant les vagues de réfugiés, passe par une volonté politique autant des décideurs africains qu'internationaux. À l'heure où l'Afrique vit la «gestion de l'enlisement»<sup>22</sup> et de plus en plus la gouvernance des institutions de Bretton Woods, doivent s'estomper les antagonismes et être assurée la paix civile. Seules des mesures volontaristes mais concertées, énergiques et basées sur le droit<sup>23</sup> peuvent changer favorablement et durablement le cours des choses.

Pour illustrer ce qui précède, je commencerais par signaler que dans les mille derniers jours, 100 000 personnes sont mortes de façon violente au Burundi. M. Boutros Ghali ayant finalement accepté de donner suite à la requête du FRODEBU - le parti au pouvoir et principale victime de l'armée burundaise - s'est vu refuser par le Conseil de sécurité l'envoi d'une force d'interposition internationale. Prétexte, une lettre envoyée au Conseil de sécurité, témoignant du volte-face du Chef de l'État burundais ne voulant pas finir assassiné comme ses deux prédécesseurs<sup>24</sup> et qui, pour ce faire, contrevient aux

---

<sup>21</sup> Military Development in Africa: The Political and Economic Risks of Arms Transfers, Boulder, West View Press, 1984

<sup>22</sup> cf Durufflé Gilles, L'ajustement structurel en Afrique, Karthala, 1988, 205p

<sup>23</sup> Charte africaine des droits de l'homme et des peuples 1986, Déclaration universelle des droits de l'homme 1948

<sup>24</sup> Cf la liste de 55 dignitaires assassinés depuis 1993, Ambassade du Burundi à Washington, Mars 1996